

Royaume de Suède

Conseil de l'UE des ministres des Finances

Harmonisation fiscale européenne : compétitivité économique, fiscalité verte et innovation

Le Royaume de Suède, sous la direction du Premier ministre Ulf Kristersson et de son gouvernement de coalition, s'engage résolument dans une politique économique qui privilégie la croissance durable, la compétitivité et la transition écologique. Dans ce cadre, l'harmonisation fiscale européenne est un enjeu stratégique pour la Suède. Le pays vise à équilibrer plusieurs objectifs : renforcer la compétitivité économique, assurer une fiscalité juste et équitable, et favoriser une transition verte rapide. Cette question s'inscrit dans un débat européen plus large sur la nécessité de réduire les distorsions fiscales tout en respectant la souveraineté des États membres.

L'absence d'une politique fiscale harmonisée au sein de l'Union européenne (UE) entraîne une concurrence fiscale nuisible, qui encourage les stratégies d'optimisation et d'évasion fiscale. Cette situation met en péril les finances publiques des États membres et limite leur capacité à financer des services publics de qualité ainsi que des politiques ambitieuses en matière de transition écologique.

De plus, certains pays, y compris la Suède, souhaitent préserver leur modèle économique, qui se caractérise par une fiscalité équilibrée, un niveau élevé de services publics et une approche proactive en matière de transition écologique. L'intégration de critères environnementaux dans la politique fiscale européenne est cruciale pour atteindre les objectifs climatiques établis par le Pacte vert pour l'Europe. Toutefois, cette intégration doit se faire sans nuire à la compétitivité des entreprises européennes sur la scène internationale.

La Suède soutient une harmonisation fiscale progressive et ciblée, visant à éviter un dumping fiscal nuisible tout en garantissant la compétitivité économique. Elle a notamment approuvé l'accord international sur un impôt minimum mondial de 15 % pour les multinationales, négocié sous l'égide de l'OCDE. Cet accord représente une avancée majeure dans la lutte contre l'évasion fiscale et la concurrence déloyale.

Cependant, la Suède souligne que toute harmonisation doit respecter la diversité des systèmes fiscaux nationaux et ne pas entraver la capacité des États à financer leurs politiques publiques. Elle défend une approche pragmatique, où l'intégration fiscale se concentre sur des domaines spécifiques, tels que la fiscalité des entreprises et les taxes environnementales, tout en laissant aux États membres la flexibilité nécessaire pour adapter leurs politiques aux réalités nationales.

En matière de fiscalité verte, la Suède plaide pour une convergence accrue des taxes environnementales, notamment sur le carbone, afin de créer un marché intérieur plus équitable et durable. Elle soutient une réforme des accises sur l'énergie au niveau européen, visant à encourager une transition énergétique efficace tout en préservant la compétitivité des entreprises européennes.

La Suède se distingue par des mesures ambitieuses en matière de fiscalité verte, qui servent de modèle pour d'autres pays européens. Par exemple, elle a mis en place une taxe carbone élevée, reconnue pour son efficacité dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette taxe, associée à des incitations pour les énergies renouvelables, a permis à la Suède de se positionner parmi les leaders mondiaux en matière de transition écologique.

Le pays incite également l'UE à renforcer son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) pour assurer une concurrence équitable avec les pays tiers et prévenir les fuites de carbone. Ce mécanisme est crucial pour protéger les industries européennes tout en encourageant les partenaires commerciaux à adopter des pratiques plus durables.

De plus, la Suède plaide pour une coopération accrue afin de lutter contre l'optimisation fiscale agressive des entreprises numériques. Elle soutient les initiatives de l'UE visant à taxer les grandes plateformes technologiques dans le cadre de la directive sur l'imposition des services numériques. Cette démarche a pour but d'assurer une contribution équitable des géants du numérique aux finances publiques des États membres.

La Suède adopte une approche pragmatique et constructive en faveur d'une harmonisation fiscale européenne qui soit à la fois limitée et stratégique. Cette stratégie vise à réduire les distorsions fiscales tout en maintenant la compétitivité économique et la souveraineté nationale. Elle défend une intégration fiscale ciblée, respectant les spécificités nationales tout en favorisant une convergence dans des domaines clés comme la fiscalité verte et la taxation des multinationales.

En plaçant la transition écologique et l'innovation au centre de sa stratégie, la Suède se positionne comme un acteur europhile et progressiste, œuvrant pour une croissance durable et inclusive au sein de l'Union européenne. Son engagement en faveur d'une fiscalité verte et d'une coopération renforcée contre l'évasion fiscale témoigne de sa volonté de bâtir une Europe plus juste, plus compétitive et plus respectueuse de l'environnement.